Un industriel de Hong-Kong envisage d'implanter une usine textile à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne) pour y employer les réfugiés indochinois

SAINTE-LIVRADE est la capitale européenne de tous les réfugiés indochinois. Sa pagode, unique en Europe, est, chaque année, au mois d'août, le point de ralliement des familles sud-vietnamiennes qui, après avoir transité par le centre d'accueil lot-et-garonnais, se sont éparpillées aux quatre coins de France, là où il y avait du travail et des postes disponibles. Au centre, il ne reste plus qu'une centaine de personnes âgées, des femmes pour la plupart, veuves, et un peu moins de deux cents réfugiés des années 1950 et leurs enfants.

On peut considérer que ceuxlà sont définitivement fixés dans cette commune par où, en vingt ans, passèrent plus de trois mille Asiatiques, arrachés à leur pays d'origine.

Les gosses ont l'accent du terroir. Ils fréquentent l'école du village. Les vieux, au visage racorni, ne parlent pas tous français, mais ils vieillissent paisiblement entre eux, avec leurs habitudes. Toujours étonnés de voir leurs enfants ou leurs petitsenfants s'intégrer sans difficultés apparentes, mais assez satisfaits, au demeurant, d'avoir pu reconstituer à l'intérieur du Centre d'accueil un milieu comparable à celui dans lequel ils avaient vécu là-bas.

L'autel des ancêtres, hérissé de bâtonnets d'encens, trône dans chaque appartement. A la porte du centre, un jardinier habile fait pousser sous des serres tous les produits exotiques que les Indochinois incorporent à leurs menus quotidiens.

Le village a accueilli sans difficulté cette population. La curiosité du début s'est complètement estompée. Et bien qu'il relève encore de la seule administration du ministère des armées, le Centre d'accueil vit désormais comme n'importe quel quartier de la commune de Sainte-Livrade. C'est le quartier du Moulin-du-Lot.

La résorption du centre

Après les événements du mois d'août qui survinrent dans la commune voisine de Bias où sont hébergés des Français musulmans, et à Saint-Mauricel'Ardoise, un autre camp de karkis, le gouvernement décida qu'il convenait de hâter l'intégration définitive de ces populations réfugiées, de rayer de la carte les centres d'accueil.

A Sainte-Livrade, il y a belle lurette que le maire, M. Charles de Cacqueray, et les responsables du centre réclamaient cette solution.

Un projet existe d'ailleurs qui prévoit la municipalisation du centre, sa démolition et la reconstruction, sur le terrain, d'une résidence H.L.M. où les logements convertibles par la suite tiendraient compte du mode de vie des futurs occupants vietnamiens.

Mais tout, aujourd'hui, se trouve être remis en question par une proposition récente du plus haut intérêt, aussi bien pour la population autochtone et indochinoise de Sainte-Livrade, que pour un nombre relativement important de nouveaux réfugiés, victimes de la chute de Saigon, dont le sort n'a pas encore été fixé.

On vient, en effet, d'envisager, en haut lieu, l'implantation dans la commune lot-et-garonnaise, d'une filiale d'une usine de textiles de Hong-kong pouvant, dans un premier temps, occuper trois cents per-être davantage par la suite. La sonnes, puis cinq cents et peut-fabrication de tricots en jersey par la firme Unitex nécessite de préférence une main-d'œuvre assistique.

« Faire quelque chose »

C'est ainsi, en tout cas, que l'idée de cette lointaine décentralisation — assez contradictoire, il faut en convenir, par rapport à certaines démarches européennes ayant abouti à la création d'industries en Chine nationaliste (1) — a été présentée par M. Duquin, conseiller commercial de l'ambassade de France à Hong-kong. M. Duquin, haut fonctionnaire diplômé de l'E.N.A., est Eurasien, fils de réfugiés indochinois. Sainte-Livrade a accueilli des membres de sa famille, et c'est

en visitant le centre lot-et-garonnais, au mois de juillet dernier, qu'il s'ouvrit au docteur Yan Doualas, médecin de la colonie vietnamienne, de son projet « de faire quelque chose pour ces réfugiés. »

En novembre dernier, après des contacts avec le commerçant chinois de Hong-kong, propriétaire de la firme Unitex, M. Duquin faisait, au docteur Doualas et au maire de Sainte-Livrade, la proposition que l'on sait.

Des emplois pour Européens et Asiatiques

Pour l'heure, rien n'est encore décidé, mais la préfecture, M. Bordenave, président du Conseil général, M. de Cacqueray, son vice-président, maire de Sainte-Livrade, font le nécessaire auprès de la D.A.T.A.R. pour que cette réalisation puisse voir le jour. Rapidement. Naturellement, les élus locaux pensent aux avantages qu'elle offrira aux réfugiés, mais ils font en sorte que les habitants de la commune d'accueil puissent également en bénéficier. L'idéal étant que les emplois soient répartis par moitié entre les Livradais et leurs « hôtes » asiatiques.

D'expérience, on sait que l'amalgame des deux communautés ne devrait pas poser de problème. Une usine de chaussures implantée à proximité du centre (malheureusement, elle connaît actuellement des difficultés au niveau des débouchés) a tourné très normalement pendant plusieurs années.

Et le docteur Doualas de préciser à chaque fois que quelqu'un oserait en sa présence soulever d'éventuels problèmes d'intégration :

« Sur les vingt-cinq mariages célébrés en moyenne chaque année à l'intérieur du centre, il y en a vingt qui sont mixtes... »

Hubert Barat.

⁽¹⁾ En raison du coût de la maind'œuvre, l'usine ouest-ailemande de Rolleiflex est l'une des entreprises européennes qui ont implanté en Chine nationaliste des unités de fabrication ou de montage.